



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.174/2
du 18 avril 2018

advies 63.174/2
van 18 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
le montant et les modalités de
paiement de l'indemnité pour
les maîtres de stage en
médecine de candidats
spécialistes'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van het
bedrag en de
betalingsmodaliteiten van de
vergoeding voor de
stagemeesters in de
geneeskunde van
kandidaat-specialisten'

Le 16 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 avril 2018 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'fixant le montant et les modalités de paiement de l'indemnité pour les maîtres de stage en médecine de candidats spécialistes'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 avril 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 avril 2018.

^(*) Par courriel du 21 mars 2018.

*

Op 16 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 april 2018 ^(*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het bedrag en de betalingsmodaliteiten van de vergoeding voor de stagemeesters in de geneeskunde van kandidaat-specialisten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 april 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 april 2018.

^(*) Bij e-mail van 21 maart 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Le projet trouve son fondement légal notamment dans l'article 55, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui a été remplacé par l'article 42 de la loi du 11 août 2017 'portant des dispositions diverses en matière de santé'.

Il est désormais rédigé comme suit :

« Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, fixer les conditions et les règles suivant lesquelles une indemnité peut être accordée à toutes ou certaines catégories de candidats-médecins généralistes, de candidats spécialistes et de maîtres de stage en médecine ».

Dans son avis n° 61.459/2-3 donné le 9 juin 2017, la section de législation a fait l'observation suivante, relativement à cette disposition à l'état d'avant-projet :

« En ce qui concerne l'article 55, § 1^{er}, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, il ressort des discussions avec la déléguée de la Ministre que l'intention de l'auteur du projet est d'autoriser le Roi, lors de la fixation des conditions et des règles suivant lesquelles une indemnité peut être accordée aux candidats spécialistes, à établir une différence de traitement entre les candidats spécialistes en raison notamment du mode de financement des hôpitaux au sein desquels ils exercent.

Dans un souci de sécurité juridique et afin que l'objet de l'habilitation conférée au Roi en la matière soit clairement défini, le législateur précisera expressément dans l'article 55, § 1^{er}, en projet que le Roi dispose d'une telle possibilité. Celle-ci ne pourra, en toute hypothèse, être mise en œuvre que dans le respect du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination »¹.

Le commentaire de l'article précise :

« Dans le texte existant les médecins-spécialistes sont ajoutés, afin de pouvoir également leur octroyer une indemnisation pour eux-mêmes et pour leur accompagnement. Il s'agit des formations de médecins-spécialistes au sein d'hôpitaux non universitaires. Cet ajout donne effet au point 4.2.10 de l'accord national medicomutualiste de 2015.

Le projet a été adapté conformément à l'avis du Conseil d'État »².

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2599/1, p. 344.

² *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2599/1, p. 36.

À l'état d'avant-projet, la disposition était rédigée comme suit :

« Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, fixer les conditions et les règles suivant lesquelles une indemnité peut être accordée aux candidats-médecins généralistes, aux candidats spécialistes et aux maîtres de stage en médecine ».

Désormais, le Roi peut donc accorder une indemnité à certaines catégories de maîtres de stage en médecine. Il n'en demeure pas moins que, comme le rappelait la section de législation dans son avis n° 61.459/2-3, il doit, ce faisant, respecter le principe d'égalité et de non-discrimination.

2. Selon le rapport au Roi, le projet d'arrêté a pour objet de mettre fin à une inégalité résultant du fait que seuls les maîtres de stage prestant dans les hôpitaux visés dans les sous-parties B7A et B7B de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, g), de l'arrêté royal du 25 avril 2002 'relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux', bénéficiaient d'une indemnisation.

Invité à préciser si l'indemnisation, telle qu'elle résulte de l'article 4 du projet, correspond à celle qui résulte de la disposition précitée de l'arrêté royal du 25 avril 2002 et, si l'égalité n'est pas complètement rétablie, à justifier la différence de traitement persistante, le délégué de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Het ontwerp KB voorziet een financiering voor stagemeesters van kandidaat-specialisten tijdens de vorming in ziekenhuizen die geen budget B7A of B7B toegewezen krijgen.

Hierdoor is de convergentie alvast ingezet, maar verschillende elementen maken dat de vergelijkbaarheid moeilijk ligt. Het betrokken Budget financiële middelen (B7A en B7B) wordt deels berekend en toegewezen rekening houdend met het aantal kandidaten. Het betreft een gesloten budget, terwijl in het kader van de dubbele cohorte een toename van het aantal kandidaten kan voorspeld worden.

Verder dient er ook op gewezen te worden dat de begeleiding van een ASO in een universitair ziekenhuis ook niet geheel gelijk kan gesteld worden met de begeleiding in een niet-universitair ziekenhuis. De betrokken B7A en B7B ziekenhuizen wijzen [op] hun specifiek karakter en op de criteria die vermeld worden in het KB 25 april 2002 en die ook impact kunnen hebben op de kosten voor professionele vorming; zoals de mate van toegepast wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling van nieuwe technologieën. Tevens wordt ingeroepen dat het merendeel van de coördinerend stagemeesters te vinden zijn in deze ziekenhuizen, deze coördinatie en opvolging van de professionele vorming van de kandidaten doorheen hun vormingstraject, vraagt extra inspanningen en kosten. De invoering van hoogtechnologische simulatietechnieken, zal waarschijnlijk ook eerder in deze ziekenhuizen te vinden zijn.

Gezien de complexiteit van de historisch gegroeide financieringsmechanismen en de noodzaak tot een verduidelijking van de onderliggende criteria, wordt een grondige herziening voorbereid, waarvoor de minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken tijdens de begrotingscontrole van maart 2018 ook bijkomende middelen heeft verkregen vanwege de federale regering. Deze hervorming is momenteel in voorbereiding en zou al effect moeten kunnen hebben vanaf begrotingsjaar 2019 ».

Si l'on peut admettre qu'au vu de l'historique de la situation décrite par le délégué de la Ministre et compte tenu de la situation exceptionnelle générée par la double cohorte, l'égalité ne peut être garantie entre les différentes catégories de maîtres de stage, il ne peut s'agir, comme l'annonce d'ailleurs le délégué, que d'une situation temporaire. Il convient dès lors que ce caractère temporaire de l'arrêté en projet soit inscrit dans le dispositif.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. L'arrêté en projet doit être rédigé de manière à être compréhensible par des non-spécialistes. Ainsi, au paragraphe 2, le sigle « MSF » sera remplacé par les mots « médecin-spécialiste en formation ».

2. Au paragraphe 2, il y a lieu d'insérer les mots « à l'INAMI » entre le mot « transmet » et les mots « les données ».

Article 4

En vertu de l'article 2, § 1^{er}, 3^o, l'indemnisation n'est accordée que si le médecin-spécialiste en formation est en possession d'un plan de stage approuvé. L'article 4 précise que l'indemnisation est fixée quel que soit le nombre de candidats. Interrogé si tous ces candidats doivent disposer d'un plan de stage, le délégué de la Ministre a répondu :

« Wat betreft art. 2, § 1^{er}, 3^o jo. 4: de arts-specialist in opleiding die werkzaam is in de stagedienst en welke de vergoeding verantwoordt dient te beschikken over een door de bevoegde Minister goedgekeurd stageplan ».

Afin d'assurer une uniformité terminologique, on écrira dans la version néerlandaise du deuxième alinéa « vergoeding » au lieu de « tegemoetkoming ». Cette observation vaut également pour les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 5.

Article 5

1. Invité à préciser quelle est la prime que le maître de stage doit demander pour pouvoir bénéficier de l'indemnisation, le délégué du Ministre a répondu :

« Tegemoetkoming identiek aan premie, ok met suggestie uniformiteit van bewoording (stel voor te blijven werken met vergoeding) ».

Dès lors, à l'alinéa 1^{er}, le mot « prime » sera chaque fois remplacé par le mot « indemnisation ».

2. À l'alinéa 2, invité à préciser la portée des mots « pour autant que cette date tombe après la date fixée à l'alinéa 1^{er} », le délégué a répondu :

« indien publicatie BS + 90 dagen groter of gelijk aan 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarvoor de premie wordt aangevraagd, dan is vervalltermijn datum publicatie BS + 90 dagen ».

Du point de vue de la sécurité juridique, mieux vaudrait adapter le dispositif en fonction de la date programmée de la publication de l'arrêté en projet.

Article 8

1. L'article 8 du projet fait rétroagir l'arrêté en projet au 1^{er} janvier 2017.

Il est rappelé qu'en vertu d'un principe général de droit, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Dans son avis du 6 décembre 2017, l'Inspecteur-général des Finances faisait l'observation suivante :

« De inwerkingtreding met terugwerkende kracht kan conform de gangbare rechtspraak van de Raad van State enkel aanvaard worden voor zover dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de dienst of om een bestaande toestand te regulariseren. In het voorliggende dossier is niet voldaan aan deze voorwaarden. Bovendien wijst de IF erop dat de nodige wettelijke basis pas werd gecreëerd via de wet van 11 augustus 2017. Het uitvoerings KB kan dan ook moeilijk de inwerkingtreding van de wet voorafgaan.

Hiermee rekening houdend zal het ontwetpbesluit in werking dienen te treden op 1 januari 2018 en zullen de vergoedingen pas kunnen toegekend worden vanaf 2019 op basis van de stages die werden begeleid in 2018 ».

Le dossier soumis à la section de législation du Conseil d'État contient une note à l'attention de celle-ci, qui répond à l'observation de l'Inspection des Finances. Cette note relève que l'objet de la rétroactivité est justement de régulariser une situation de droit, à savoir mettre fin à la différence de traitement qui consiste en ce que les maîtres de stage exerçant dans des hôpitaux non universitaires ne bénéficient pas d'une indemnisation, contrairement à ceux exerçant dans les hôpitaux universitaires. La note ajoute que cette situation était dénoncée dans l'accord national médico-mutualiste de 2015 et que le projet examiné était déjà budgétisé en 2016.

Cependant, l'article 42 de la loi du 11 août 2017, qui autorise désormais le Roi à établir une différence de traitement, est entré en vigueur dix jours après la publication de cette loi, le 28 août 2017. Il ne se conçoit dès lors pas que l'arrêté en projet entre en vigueur antérieurement à son fondement légal.

2. Les articles 4 et 5 du projet permettent de demander l'indemnité non seulement pour l'année 2017 mais également pour l'année 2016. Selon le délégué de la Ministre, « het gaat om het vergoedingsjaar 2017 (gebaseerd op gegevens 2016) ».

Ces dispositions seront revues afin de prévenir tout effet rétroactif.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond in het bijzonder aan artikel 55, § 1, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, dat bij artikel 42 van de wet van 11 augustus 2017 ‘houdende diverse bepalingen inzake gezondheid’ is vervangen.

Het artikel luidt thans als volgt:

“De Koning kan, na advies van de Nationale commissie artsen-ziekenfondsen, de voorwaarden en regels vaststellen volgens welke een vergoeding kan worden toegekend voor alle of sommige categorieën van kandidaat-huisartsen, kandidaat-specialisten en voor de stagemeesters in de geneeskunde (lees: en stagemeesters in de geneeskunde).”

In haar advies 61.459/2-3 van 9 juni 2017 heeft de afdeling Wetgeving over die bepaling, zoals ze in het voorontwerp stond, de volgende opmerking gemaakt:

“Wat artikel 55, § 1, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreft, blijkt uit de besprekingen met de gemachtigde van de minister dat de bedoeling van de steller van het ontwerp erin bestaat de Koning te machtigen om, bij het vaststellen van de voorwaarden en regels volgens welke aan de kandidaat-specialisten een vergoeding toegekend kan worden, te voorzien in een verschil in behandeling tussen de kandidaat-specialisten inzonderheid op grond van de wijze waarop de ziekenhuizen waarin ze praktiseren gefinancierd worden.

Met het oog op de rechtszekerheid en teneinde duidelijk te omschrijven waarin de ter zake aan de Koning verleende machtiging bestaat, moet de wetgever in het ontworpen artikel 55, § 1, uitdrukkelijk aangeven dat de Koning over die mogelijkheid beschikt. Hij zal er hoe dan ook maar van kunnen gebruikmaken met inachtneming van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.”¹

In de bespreking van het artikel staat het volgende:

“In de bestaande tekst worden de artsen-specialisten toegevoegd, zodat ook voor hen en hun begeleiding een vergoeding kan worden voorzien. Het betreft de opleidingen van geneesheren-specialisten in niet universitaire ziekenhuizen. Door deze toevoeging wordt uitvoering gegeven aan het punt 4.2.10 van het nationaal akkoord met de artsen en de verzekeringsinstellingen van 2015.

¹ Parl.St. Kamer 2016-17, nr. 54-2599/001, 344.

Het ontwerp werd aangepast overeenkomstig het advies van de Raad van State.”²

De versie van de bepaling in het voorontwerp luidde als volgt:

“De Koning kan, na advies van de Nationale commissie artsen-ziekenfondsen, de voorwaarden en regels vaststellen volgens welke een vergoeding kan worden toegekend voor de kandidaat-huisartsen, kandidaat-specialisten en voor de stagemeesters in de geneeskunde.”

Voortaan kan de Koning dus een vergoeding toekennen aan sommige categorieën stagemeesters in de geneeskunde. Dat neemt niet weg dat hij daarbij het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie moet naleven, zoals de afdeling Wetgeving in haar advies 61.459/2-3 heeft opgemerkt.

2. Volgens het verslag aan de Koning beoogt het ontwerpbesluit een ongelijkheid weg te werken die voortvloeit uit het feit dat enkel de stagemeesters die praktiseren in de ziekenhuizen vermeld in de onderdelen B7A en B7B van artikel 7, eerste lid, 2°, g), van het koninklijk besluit van 25 april 2002 ‘betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen’, een vergoeding krijgen.

Op de vraag om te preciseren of de vergoeding zoals die vastgelegd is in artikel 4 van het ontwerp, overeenstemt met de vergoeding zoals die vastgelegd is in de voornoemde bepaling van het koninklijk besluit van 25 april 2002 en om, ingeval de gelijkheid niet volledig wordt hersteld, het nog bestaande verschil in behandeling te rechtvaardigen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Het ontwerp KB voorziet een financiering voor stagemeesters van kandidaat-specialisten tijdens de vorming in ziekenhuizen die geen budget B7A of B7B toegewezen krijgen.

Hierdoor is de convergentie alvast ingezet, maar verschillende elementen maken dat de vergelijkbaarheid moeilijk ligt. Het betrokken Budget financiële middelen (B7A en B7B) wordt deels berekend en toegewezen rekening houdend met het aantal kandidaten. Het betreft een gesloten budget, terwijl in het kader van de dubbele cohorte een toename van het aantal kandidaten kan voorspeld worden.

Verder dient er ook op gewezen te worden dat de begeleiding van een ASO in een universitair ziekenhuis ook niet geheel gelijk kan gesteld worden met de begeleiding in een niet-universitair ziekenhuis. De betrokken B7A en B7B ziekenhuizen wijzen [op] hun specifiek karakter en op de criteria die vermeld worden in het KB 25 april 2002 en die ook impact kunnen hebben op de kosten voor professionele vorming; zoals de mate van toegepast wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling van nieuwe technologieën. Tevens wordt ingeroepen dat het merendeel van de coördinerend stagemeesters te vinden zijn in deze ziekenhuizen, deze coördinatie en opvolging van de professionele vorming van de kandidaten doorheen hun vormingstraject, vraagt extra inspanningen en kosten. De invoering van hoogtechnologische simulatietechnieken, zal waarschijnlijk ook eerder in deze ziekenhuizen te vinden zijn.

Gezien de complexiteit van de historisch gegroeide financieringsmechanismen en de noodzaak tot een verduidelijking van de onderliggende criteria, wordt een grondige

² Parl.St. Kamer 2016-17, nr. 54-2599/001, 36.

herziening voorbereid, waarvoor de minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken tijdens de begrotingscontrole van maart 2018 ook bijkomende middelen heeft verkregen vanwege de federale regering. Deze hervorming is momenteel in voorbereiding en zou al effect moeten kunnen hebben vanaf begrotingsjaar 2019.”

Gelet op de voorgeschiedenis van de toestand die de gemachtigde van de minister heeft beschreven en op de uitzonderlijke toestand die is ontstaan als gevolg van de dubbele cohorte, kan weliswaar worden aangenomen dat tussen de verschillende categorieën stagemeesters geen gelijkheid kan worden gegarandeerd, maar dat mag slechts een tijdelijke toestand zijn, zoals de gemachtigde trouwens te kennen geeft. In het dispositief moet bijgevolg worden bepaald dat het ontworpen besluit een tijdelijk karakter heeft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Het ontworpen besluit moet zo worden opgesteld dat het voor niet-specialisten begrijpelijk is. Zo moeten in plaats van het acroniem “ASO” in paragraaf 2 de woorden “arts-specialist in opleiding” worden gebruikt.
2. In paragraaf 2 moeten de woorden “aan het RIZIV” worden ingevoegd tussen de woorden “FOD Volksgezondheid en “de gegevens over”.

Artikel 4

Krachtens artikel 2, § 1, 3°, wordt de vergoeding enkel toegekend indien de arts-specialist in opleiding over een goedgekeurd stageplan beschikt. Artikel 4 stelt dat de vergoeding ongeacht het aantal kandidaten wordt vastgesteld. Op de vraag of al die kandidaten over een stageplan moeten beschikken, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Wat betreft art. 2, § 1^{er}, 3° jo. 4: de arts-specialist in opleiding die werkzaam is in de stagedienst en welke de vergoeding verantwoordt dient te beschikken over een door de bevoegde Minister goedgekeurd stageplan.”

Ter wille van een eenvormige terminologie schrijve men in het tweede lid van de Nederlandse tekst van het ontwerp “vergoeding” in plaats van “tegemoetkoming”. Deze opmerking geldt ook voor het eerste en het tweede lid van artikel 5.

Artikel 5

1. Op de vraag welke premie de stagemeester moet aanvragen om de vergoeding te krijgen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Tegemoetkoming identiek aan premie, ok met suggestie uniformiteit van bewoording (stel voor te blijven werken met vergoeding).”

In het eerste lid moet het woord “premie” dan ook telkens worden vervangen door het woord “vergoeding”.

2. Op de vraag wat de strekking is van de woorden “voor zover deze datum valt na de datum vastgelegd in het eerste lid” die in het tweede lid staan, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“indien publicatie BS + 90 dagen groter of gelijk aan 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarvoor de premie wordt aangevraagd, dan is vervalttermijn datum publicatie BS + 90 dagen.”

Uit het oogpunt van de rechtszekerheid zou het dispositief moeten worden aangepast op basis van de geplande datum van bekendmaking van het ontworpen besluit.

Artikel 8

1. Artikel 8 van het ontwerp verleent het ontworpen besluit terugwerkende kracht tot 1 januari 2017.

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De inspecteur-generaal van Financiën heeft in zijn advies van 6 december 2017 de volgende opmerking gemaakt:

“De inwerkingtreding met terugwerkende kracht kan conform de gangbare rechtspraak van de Raad van State enkel aanvaard worden voor zover dit noodzakelijk is voor de continuïteit van de dienst of om een bestaande toestand te regulariseren. In het voorliggende dossier is niet voldaan aan deze voorwaarden. Bovendien wijst de IF erop dat de nodige wettelijke basis pas werd gecreëerd via de wet van 11 augustus 2017. Het uitvoerings-KB kan dan ook moeilijk de inwerkingtreding van de wet voorafgaan.

Hiermee rekening houdend zal het ontwerpbesluit in werking dienen te treden op 1 januari 2018 en zullen de vergoedingen pas kunnen toegekend worden vanaf 2019 op basis van de stages die werden begeleid in 2018.”

Het dossier dat aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, bevat een nota ter attentie van de afdeling Wetgeving, waarin op de opmerking van de inspectie van Financiën wordt geantwoord. Die nota stelt dat de terugwerking juist beoogt een rechtstoestand te regulariseren, namelijk een einde te maken aan de verschillende behandeling die erin bestaat dat de stagemeesters die in niet-universitaire ziekenhuizen praktiseren geen

vergoeding krijgen, in tegenstelling tot die welke in universitaire ziekenhuizen praktiseren. Voorts stelt de nota dat die toestand in het nationaal akkoord artsen-ziekenfondsen van 2015 aan de kaak was gesteld en dat het voorliggende ontwerp al in 2016 was gebudgetteerd.

Artikel 42 van de wet van 11 augustus 2017, dat de Koning voortaan machtigt een verschillende behandeling vast te stellen, is echter tien dagen na de bekendmaking van die wet, op 28 augustus 2017, in werking getreden. Het is ondenkbaar dat het ontworpen besluit eerder dan zijn rechtsgrond in werking treedt.

2. Op basis van de artikelen 4 en 5 van het ontwerp kan de vergoeding niet enkel voor 2017 maar ook voor 2016 worden aangevraagd. De gemachtigde van de minister stelt dat “het gaat om het vergoedingsjaar 2017 (gebaseerd op gegevens 2016)”.

Die bepalingen moeten worden herzien zodat ze geen terugwerkende kracht kunnen hebben.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT